

La résilience comme fil conducteur d'un dialogue renouvelé entre urbain et périurbain en région lyonnaise



Communication pour le séminaire « coopérations urbain/rural pour raisonner l'approvisionnement local...l'exemple du bois-énergie le 16 décembre 2014 –Goncelin

Anne DUBROMEL RUL - Boris CHABANEL NOVA 7

Dans la lignée des travaux de prospective « Cap sur 2030 »¹, l'association RUL avec le soutien des services de l'Etat, ouvre un nouveau chantier de réflexion qui consiste à mieux appréhender les **interrelations entre les différents territoires qui composent la région urbaine lyonnaise (grandes agglomérations, villes moyennes, espaces périurbains, espaces ruraux sous influence métropolitaine) afin de mettre en évidence leurs complémentarités et les solidarités à activer.**

Evolutions institutionnelles, accentuation des liens qui établissent des interdépendances entre les territoires, prise de conscience du caractère fini des ressources en général rendent ce chantier de réflexion indispensable si l'on veut assurer dans le temps long l'attractivité, la cohésion et la robustesse de la grande région lyonnaise.

Pour visiter ou revisiter ces liens et leurs enjeux, identifier des raisons nouvelles de renforcer les coopérations entre les villes et leurs alentours, la RUL a choisi le fil de la **résilience** particulièrement stimulant pour envisager un avenir commun.

Qu'entend-on par résilience appliquée à un territoire ?

Notion de physique des matériaux à l'origine – capacité à reprendre une forme initiale après un choc ou une déformation – la résilience se diffuse ensuite au champ de la psychologie pour désigner la capacité d'un individu à surmonter un traumatisme, puis à l'écologie où elle renvoie à la capacité d'un écosystème à se régénérer après un choc (par exemple, une pollution).

Appliqué aux sociétés humaines, le concept de résilience se définit comme la capacité d'une société à encaisser un choc (économique, social, environnemental, etc.) sans s'effondrer, à retrouver un développement normal et même rebondir après ce choc². Autrement dit, une société résiliente est une société capable de se réorganiser, de s'adapter, afin de préserver ses fonctions principales, et en particulier la satisfaction de ses besoins quotidiens (alimentation, énergie, santé, construction, etc.).

Le concept de résilience est au cœur du mouvement des territoires en transition initié en 2006 dans la ville anglaise de Totnes et qui se diffuse rapidement aujourd'hui à travers le monde³ : la transition est entendue ici comme un processus de transformation du territoire vers une organisation et un fonctionnement plus résilient, c'est-à-dire moins exposé aux risques potentiels (proactivité) et davantage en capacité de trouver ses propres solutions aux problèmes rencontrés (réactivité).

La résilience, une approche plus pragmatique du développement durable

L'idée de construire une région urbaine plus résiliente fait sens aujourd'hui pour plusieurs raisons.

Tout d'abord, elle permet de répondre à l'essoufflement du concept de développement durable constaté aujourd'hui⁴. Ce dernier a eu l'immense mérite d'attirer l'attention et de susciter une prise de conscience sur les limites du modèle de développement occidental. Il est devenu un référentiel incontournable pour la puissance publique, les entreprises ou encore les citoyens. Pour autant, trop consensuel, trop englobant, trop théorique, le développement durable n'a pas suscité jusqu'ici un engagement politique et opérationnel à la hauteur des enjeux. Plus de vingt ans après son introduction, le développement durable semble ne pas voir tenu ses promesses : découpler

¹ « Cap sur 2030, pour une construction métropolitaine durable à l'échelle de la région urbaine lyonnaise », publication RUL avec l'appui scientifique de Martin Vanier ACADIE – mars 2011 - téléchargeable sur WWW.regionurbainedelyon.fr

² Luc Semal et Mathilde Szuba, 2010 ; Pablo Servigne, 2011 ; Aurélien Boutaud, 2012

³ <http://www.transitionnetwork.org/>

⁴ Dominique Bourg, 2013 ; Aurélien Boutaud, 2013

croissance du PIB et impacts sur l'environnement ; prévenir et désamorcer les menaces globales (changement climatique, érosion de la biodiversité, etc.).

En écho à ce constat, le concept de résilience se veut plus pragmatique. Il invite à prendre acte que nous sommes entrés, pour reprendre une formule du philosophe Michel Serres, dans « le temps des crises » : crise financière, crise de l'emploi, crise de la dette publique, crise écologique, etc. Tournant le dos au catastrophisme et au fatalisme, l'approche par la résilience suggère que l'enjeu n'est plus de spéculer ou de disposer de certitudes sur le déclenchement ou la durée des crises, mais de se préparer à les affronter, d'apporter des réponses concrètes pour composer avec les nouvelles contraintes qu'elles soulèvent⁵. Ce faisant, selon les promoteurs du mouvement des territoires en transition, progresser vers la résilience doit être l'occasion de repenser le sens et les conditions du bien-vivre et du vivre-ensemble dans un monde fini, de formuler les nouveaux paradigmes qu'appellent l'ère de l'anthropocène.

Troisième élément, l'approche en termes de résilience met en évidence la fragilité intrinsèque du modèle de développement économique globalisé actuel. La fragmentation des chaînes de valeur et leur éclatement aux quatre coins de la planète atteignent un niveau inédit. L'approvisionnement des biens et services de la vie quotidienne est aujourd'hui fortement dépendant d'un système de flux mondialisés. Maximisant l'efficacité productive globale, cette logique de spécialisation et de répartition des activités recèle aussi une grande fragilité⁶. L'économie mondiale repose en effet sur le bon fonctionnement et la disponibilité permanente d'une combinaison complexe d'infrastructures et de ressources (énergie, transport, information, etc.), et dont la défaillance d'une des composantes est susceptible d'entraîner le grippage de l'ensemble.

La résilience des sociétés passe par une implication forte des territoires

Enfin, comme le montre le mouvement des territoires en transition, la mise en œuvre du concept de résilience se joue largement à l'échelle des territoires. En effet, l'augmentation de la résilience passe par une dynamique de déconcentration et de relocalisation de l'économie, et d'abord pour les ressources et activités nécessaires à la satisfaction des besoins essentiels des territoires. Autrement dit, la résilience incite à reconstruire des capacités d'autonomie à des échelles géographiques plus réduites, en valorisant les ressources, les acteurs et les initiatives de proximité⁷.

Ce faisant, le raccourcissement des circuits économiques (du producteur au consommateur) permet de réduire le risque de propagation d'une crise d'un bout à l'autre du système (principe de modularité), et d'offrir aux acteurs (collectivités, habitants, entreprises, etc.) une perception directe des conséquences de leurs choix et donc la possibilité de les réajuster plus rapidement et efficacement en cas de choc (principe de réactivité). Enfin, le renforcement de la résilience d'un territoire suppose également de trouver un meilleur équilibre entre spécialisation (source d'efficacité) et diversification (source de créativité et d'innovation) des éléments qui le composent (activités, ressources, équipements, institutions, etc.). Une plus grande diversité de savoir-faire, de connaissances et de fonctions permet en effet de disposer d'un plus large éventail d'options et d'alternatives (principe de diversité).

⁵ Rob Hopkins, 2010.

⁶ Asher Miller et Rob Hopkin, 2013

⁷ Pablo Servigne, 2011 ; Benoit Thévard, 2014

De ce point de vue, la région urbaine lyonnaise apparaît comme un espace pertinent pour développer une vision en termes de résilience territoriale dans la mesure où elle permet d'envisager l'articulation des ressources des pôles urbains avec celles des territoires périurbains et ruraux.

La résilience n'est pas l'autarcie, ni le repli sur soi

Construire un territoire plus résilient n'est pas construire un territoire coupé du reste du monde. Comme le souligne Rob Hopkins, fondateur du mouvement des territoires en transition, « une résilience accrue et une économie locale renforcée ne signifient pas l'édification de murailles autour de nos villes ni le refus d'y laisser entrer ou sortir quoi que ce soit. Ce n'est pas le rejet du commerce ni une sorte de retour à une version idyllique d'un passé imaginaire. Il s'agit plutôt d'être mieux préparé pour un avenir plus sobre, plus autosuffisant et qui favorise ce qui est local au lieu de ce qui est importé. »⁸

Ainsi, du point de vue de la région lyonnaise, la résilience pourrait être envisagée, à côté de la compétitivité et de la solidarité, comme un troisième pilier indispensable pour mieux saisir les opportunités et les risques de l'inscription des territoires dans les flux de la mondialisation.

Trois problématiques pour aborder la résilience en région lyonnaise

Engager une réflexion sur la résilience de la région lyonnaise implique de définir quelques « angles d'attaque » plus précis. A l'aune de la réflexion « Cap sur 2030 » **trois grandes problématiques présentent** un intérêt particulier aujourd'hui :

- **La circulation des richesses ;**
- **La nouvelle contrainte énergétique ;**
- **L'approvisionnement alimentaire.**

Bien entendu, ces trois problématiques ne sauraient épuiser la question de la résilience territoriale. D'autres sujets seront à envisager à l'avenir comme les enjeux liés à l'eau et les ressources foncières. Une publication à paraître début 2015 est en préparation. Elle abordera ces trois sujets en rassemblant des analyses d'experts, les données et repères clés, des exemples de traduction en termes de politiques publiques et de coopérations ou d'initiatives conduites dans des territoires.

Pour aller plus loin

Dominique Bourg – Revue M3, hors-série n°1, Grand Lyon, Millénaire3, 2013

Aurélien Boutaud – Développement durable, économie verte, résilience. Quelles continuités, quelles ruptures, quelles conséquences pour les villes – Grand Lyon, Millénaire3, 2013

Aurélien Boutaud – La transition, entre théorie et pratique : du transition management aux initiatives de transition-résilience – Grand Lyon, Millénaire3, 2012

Rob Hopkins – Manuel de la transition. De la dépendance au pétrole à la résilience locale – écosociété, 2010

Rob Hopkins et Asher Miller – Climate After Growth: Why Environmentalists Must Embrace Post-Growth Economics and Community Resilience - Post Carbon Institute and Transition Network, 2013

Luc Semal et Mathilde Szuba – Villes en transition : imaginer des relocalisations en urgence – Mouvements, 2010

Pablo Servigne – La résilience, un concept clé des initiatives de transition – Barricade, 2011

Benoît Thévard – Vers des territoires résilients en Europe en 2030 – rapport pour le Groupe des Verts/ALE au Parlement européen

⁸ Rob Hopkins, 2010